



Les musées africains de la fin du XIX^e siècle à nos jours : des appareils de la modernité occidentale¹

Emery Patrick Effiboley*

Résumé

Le présent article démontre que l'émergence des musées en Afrique est l'œuvre de la colonisation amorcée à la fin du XIX^e siècle. Les musées étaient un instrument de domination mentale et d'aide à la mise en valeur. Malgré un siècle d'existence sur le continent et plus d'un demi-siècle sous la gouvernance des Etats indépendants, ces établissements peinent à trouver leur pertinence sociale dans la mesure où les politiques publiques n'arrivent pas à faire la connexion entre les références et pratiques culturelles pré-coloniales et les appareils de la modernité occidentale. Sur la base des pratiques de monstration qui avaient cours dans l'ancien royaume du *Dahomè* et qui mettaient en jeu des objets divers, il essaie de proposer des pistes pour une introspection culturelle en vue de l'élargissement du champ de la muséalité et de la valorisation des musées africains.

Mots clés : Musées africains, Bénin, pratiques de monstration, promotion des musées

Abstract

This paper argues that the emergence of museums in Africa is a result of the colonialism that formally began in the late nineteenth century. At that time, museums were a tool of mental domination and the promotion of colonial policy. Despite the century-long history of museums on the continent and more than a half-century of governance under the leadership of the independent states, museums are still struggling to find their social relevance because public policies have not succeeded in linking indigenous cultural practices with the apparatus of western modernity. On the basis of the displays of artifacts that took place during the royal feasts of the precolonial Kingdom of *Dahomey* (now part of the Republic of Benin), this paper suggests some paths toward a deeper cultural introspection with the aim of expanding the scope of the museality and development of African museums.

Key Words: African museums, Benin, objects shows, museums development

* Département d'histoire et d'archéologie, Université d'Abomey-Calavi, Bénin.
Email : peffiboley@yahoo.fr

Introduction

L'implantation des musées en Afrique, dans sa forme actuelle, est le produit de la modernité occidentale introduite à la faveur de la colonisation. Mais il se fait que malgré plus d'un siècle d'existence sur le continent, le musée demeure une sorte d'établissement fantôme qui intéresse peu à la fois les pouvoirs publics et les populations qu'il est censé servir. Le présent article voudrait montrer que le musée, à son origine, était un projet colonial, comme l'indique si bien Gaugue (1999), et que, pour son développement en période post-coloniale, il faudrait non seulement le repenser dans son contexte africain à la lumière des pratiques culturelles qui mettent en jeu les objets que le colonialisme avait traités de barbares, mais aussi en développant la dimension contemporaine, fruit hybride ou métissé de la rencontre violente avec l'Occident.

L'implantation des musées en Afrique : un projet colonial

Si le musée est devenu aujourd'hui un établissement quasi incontournable dans l'Afrique contemporaine, tel n'a pas toujours été le cas dans l'histoire du continent. Comme l'indique l'enquête, *Members Needs Assessment Survey Report*, conduite en 2013 par le Conseil des musées africains² (AFRICOM), il n'existait en Afrique que 3 pour cent des musées en 1900 ; le nombre est passé à 37 pour cent entre 1900 et 1960, alors que l'Europe étendait sa domination sur le continent au mépris des valeurs de civilisation qui lui sont propres. A cet effet, Anne Gaugue (1999) souligne qu' :

à l'exception de l'Espagne en Guinée équatoriale, toutes les puissances européennes³ ont ouvert des musées dans leurs colonies d'Afrique tropicale, et lors des indépendances il existait une centaine de musées publics. Le contenu des expositions varie selon les époques. D'abord conçu comme un lieu destiné à favoriser la mise en valeur des territoires conquis et à célébrer la colonisation européenne, le musée devient, à partir des années 1940, un centre de recherches sur les cultures et l'histoire africaines, pour permettre une meilleure connaissance des peuples africains, et faciliter ainsi les politiques coloniales. La fonction de ces musées et l'image de l'Afrique qu'ils diffusaient différaient d'une colonie à une autre. Défini essentiellement comme lieu de recherche dans les territoires français, le musée était, dans les colonies de peuplement d'Afrique australe, une mise en scène de la supériorité des civilisations européennes, tandis que les colonies anglaises de Gold Coast (actuel Ghana) et du Nigeria, il fut un des lieux de valorisation du patrimoine africain destiné à favoriser l'émergence d'une conscience nationale et à préparer l'indépendance (Gaugue 1999:727).

Cette visée colonialiste qui sous-tend la création des musées dans ce qu' Anne Gaugue appelle « Afrique tropicale » n'est ni le motif originel de la création

des musées, bibliothèques et jardins publics en Europe au XIXe siècle, ni primordialement celui de leur établissement dans les colonies européennes de peuplement telles que l'Afrique du Sud, l'Australie, les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada, le Kenya. Comme Tony Bennet le montre magistralement dans *The Birth of Museum, history, theory, politics* (1995), l'idée de départ de la création du musée était de l'ordre de la santé publique. A cet effet, il se réfère à Thomas Greenwood qui conçoit qu'« un musée et une bibliothèque en libre accès sont aussi nécessaires pour la santé mentale et morale des citoyens que de bonnes installations sanitaires, l'adduction d'eau et l'éclairage public le sont pour leur santé physique et leur confort⁴ ». Cette conception, qui trouve sa racine dans l'Europe hygiéniste⁵, sera complétée ou ajustée par l'idée portée par les réformateurs britanniques tels Sir Henry Cole (1808-1882) et John Ruskin (1819-1920), qui considéraient le musée comme devant être utilisé en tant que moyen de contrôle social dans l'Angleterre du XIXe siècle. Ainsi par exemple, Cole pense que :

le musée aiderait l'homme actif à choisir une vie caractérisée par des restrictions morales au lieu des tentations du lit et de l'alcool traditionnel. Si vous souhaitez vaincre l'alcoolisme et le diable, instituez un jour du Seigneur férié lui permettant de s'élever et de s'améliorer ; ne le laissez pas trouver sa distraction d'abord au lit puis au bar après ; attirez-le vers l'église ou la chapelle grâce au sérieux et à l'éloquence persuasive du prêcheur dans un laps de temps raisonnable ; ... donnez-lui la musique à laquelle il pourrait prendre part ; montrez-lui des images de beauté sur les murs des églises et des temples ; mais, comme nous ne pouvons pas y passer toute la journée dominicale, offrez-lui un parc pour s'y promener avec de sa musique, le terrain de cricket dont le martyr, Latimer avait préconisé la création; ouvrez tous les musées de science et d'art après les heures du service religieux ; permettez au travailleur de prendre son rafraîchissement là-bas en compagnie de sa femme et de ses enfants au lieu qu'il les abandonne pour se pavaner dans les bars et les maisons de jeu. Le musée conduirait certainement le travailleur à la sagesse et à la douceur et même au paradis tandis que ces derniers l'emmèneraient à la brutalité et à la perte⁶.

Quand il s'est agi de transposer le musée en Afrique, les motivations de sa mise en place ont divergé. Si cette idée de civiliser la population dans l'Angleterre victorienne a pu se perpétuer dans celles qui ont présidé à la création de ces établissements dans les colonies de peuplement comme l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, comme l'indiquent Tietze et Botha (2014), tel n'a pas été le cas pour l'Afrique dite tropicale, qui est restée en majorité un territoire de colonisation d'exploitation⁷. Dans cette partie, le musée a été quasi exclusivement « conçu comme un lieu destiné à favoriser la mise en valeur des territoires conquis et à célébrer la colonisation européenne » (Gaugue 1999 : 727).

Mais il faut mentionner qu'en dehors des musées créés sur place dans les colonies africaines et la portion congrue de leurs contenus, la majorité des biens culturels authentiques ont été exportés pour vanter les réalisations coloniales à travers les expositions de l'époque et ensuite parqués dans les musées des capitales européennes. On se rappelle encore le pillage des temples de Kana, des palais royaux d'Abomey et l'exportation vers Paris des objets symboliques tels que les trônes royaux et autres en 1893 par le colonel Dodds devenu général, à titre de reconnaissance, à l'issue de la campagne du *Danxomè*. L'un des pillages les plus connus est celui du sac de la cité de Bini (Benin city) au Nigeria en février 1897 et le pillage des objets en bronze qui ont donné lieu à une vente aux enchères à Londres par W. D. Webster. L'affiche publicitaire de cet événement indique sans scrupule :

En vente des échantillons ethnographiques en bronze, en fer forgé, en ivoire et en bois de la Cité du Bénin [Bini au Nigeria] en Afrique de l'ouest, emportés lors de la prise de la Cité en février 1897 par l'expédition punitive britannique sous le commandement de l'Amiral Rawson⁸.

Et c'est par ce biais que les bonzes du Benin City (Nigeria) ont été éparpillés à travers le monde sans que la France n'en dispose dans ses collections publiques. Nélia Dias nous indique d'ailleurs que c'est par manque de subvention que le musée ethnographique du Trocadéro d'alors n'avait pas pu en acquérir (Dias 1991:183). On sait également, mais il est peu fréquemment mentionné, que les musées des missionnaires tels que le musée africain de la Société des missions africaines de Lyon (France), celui de Cadier en Keer de Limburg (Pays-Bas), etc. regorgent de trésors africains. Ceux-ci disposent notamment de quantité d'objets rituels et ceux les plus étranges aux yeux des missionnaires d'alors⁹. C'est, entre autres, pour toutes ces raisons-là que les musées africains sont pauvres en collections locales, alors même que les établissements à l'étranger disposent des pièces les plus authentiques des pays d'origine.

Il ne fait donc pas de doute que les musées africains sont le produit de la colonisation et que leur contenu aujourd'hui est le pâle reflet, voire l'image altérée du patrimoine artistique du continent. Dans le même temps, les musées en Europe jouissent des pièces authentiques qui génèrent de substantielles devises¹⁰.

Un demi-siècle de pratiques muséales sans discours

A l'orée des indépendances africaines, les nouveaux Etats continuent de créer des musées en suivant le ou les modèles hérités de la colonisation. Dans le cas du Bénin par exemple, les palais des rois Ghezo (1818-1858) et Glèlè (1858-1889) d'Agbomè ont été transformés en musée et ouverts au public en 1930. Ce modèle de musée, qui n'a pas été identifié par les travaux antérieurs

sur les musées africains (tels ceux d'Anne Gaugue 1997 et 1999) et que nous avons nommé « musée palatial » (Effiboley 2013 et 2015), a continué d'inspirer les pouvoirs publics dans la mesure où aujourd'hui encore le Bénin n'est toujours pas doté d'un établissement public d'art contemporain¹¹ et de musées des sciences et techniques¹². En dehors de celui-ci, le modèle ethnographique est celui qui s'est le plus répandu sur le continent et précisément dans les anciennes colonies d'exploitation¹³. Comme le révèle l'enquête d'AFRICOM précédemment mentionné, leur pourcentage s'est élevé entre 1960 et 2013 à 63 pour cent de l'ensemble des établissements présents sur le continent. Dans le même temps, leur contenu n'a pas véritablement changé. Il n'a pas été repensé étant donné que les collections avaient été constituées par un système dont l'objectif premier était de justifier le supposé retard (backwardness) de ces sociétés concernées et, par voie de conséquence, le projet colonial. La même enquête à laquelle nous nous sommes antérieurement référé signale qu'en termes de contenu des collections, on trouve dans la plupart des établissements muséaux ce qui suit : « pièces en bois, poteries, objets ethnographiques et archéologiques, objets d'art et d'artisanat, matériels paléontologiques et d'histoire naturelle¹⁴. ».

Malgré plus d'un demi-siècle d'indépendance, les musées africains n'ont pas beaucoup changé. Leurs expositions sont souvent anciennes malgré quelques projets de rénovation qu'on peut noter dans quelques pays, tels que le musée national du Kenya entre 2004 et 2008 ou celui de la Tanzanie engagé au début des années 2010, le cas de l'Afrique du Sud demeurant une exception à bien des égards¹⁵. Toutefois, l'approche de l'objet telle qu'elle est engagée reste la même, omettant les savoirs et savoir-faire qui lui sont consubstantiels dans une démarche patrimoniale. C'est ce que les chercheurs de la décolonialité¹⁶, qui sont plutôt rares dans le monde francophone, indiquent par l'expression « coloniality survives colonialism » (Biney 2016 : 3).

Du point de vue de la formation et de la recherche, les spécialistes du domaine ont continué avec la conception du musée et son modèle de gestion qui sont, du reste, d'inspiration européenne. En effet, dès les indépendances, les pays africains ont commencé par mettre en place des formations universitaires de type généraliste sans qu'elles ne prennent spécifiquement en compte les musées et le patrimoine culturel en général¹⁷. C'est dans ce contexte que se réunit en 1961 à Livingstone (Zambie) l'Association des musées d'Afrique tropicale (AMAT-MATA). Müller écrit à ce sujet que c'est :

[l]ors de l'assemblée générale de l'Association des musées d'Afrique tropicale (AMAT-MATA) tenue à Livingstone en avril 1961, [que] cette question fut évoquée et l'Unesco offrit de participer au financement d'un projet pilote avec l'appui d'un des pays africains ayant récemment accédé

à l'indépendance. Le Nigeria se déclara prêt à collaborer et il entreprit la construction d'un centre et de ses dépendances (Müller 1965 : 123).

Ainsi ouvrit en novembre 1963 le Centre de formation de techniciens de musées en Afrique de Jos au Nigeria (Müller 1965 ; Arinze 1987 : 278). Comme matières enseignées, il y avait : technique des expositions, photographie, technique d'enregistrement de son, protection des biens culturels, techniques d'enregistrement des objets et des livres (Müller 1965 : 124-125), en plus des visites des musées et sites nigériens. Ce dernier nous indique d'ailleurs que très tôt se fit sentir la nécessité d'introduire d'autres matières (Müller 1965 : 125). Le centre était ouvert aux auditeurs venant aussi bien de pays anglophones que francophones dans les années 1963-1970. Il a permis par exemple à des Nigériens, des Béninois et des citoyens d'autres nationalités d'acquérir des connaissances nécessaires à la gestion des musées. C'est ainsi par exemple que des gens comme Wayidi Adamon, conservateur du musée ethnographique Alexandre Sènou Adandé de Porto-Novo (1966-1988), Constant-Ernest d'Oliveira, Romain-Philippe Assogba et Denis Dohou, entre autres, y furent formés. Après dix ans de fonctionnement, l'UNESCO se retire du projet¹⁸. Toutefois, il continue sur un financement nigérien et cesse d'accueillir les francophones (Arinze 1987 : 278).

C'est alors en 1978, lors de la 20^e session de la Conférence générale de l'Unesco, que le Niger se propose d'accueillir le centre de formation des francophones (Unesco 1988 : 2). Ainsi verra le jour le centre régional de Niamey (Niger) pour les auditeurs francophones et lusophones¹⁹, toujours avec l'appui de la coopération internationale, en l'occurrence le PNUD et l'UNESCO. Le premier cours de formation en muséologie et mise en valeur du patrimoine culturel a rassemblé les participants de 20 pays francophones d'Afrique et a lieu du 1^{er} décembre 1980 au 31 mai 1981 dans ce qu'il est convenu d'appeler « Centre régional de muséologie de Niamey ». Les disciplines proposées à Niamey sont les suivantes : administration et gestion des musées et du patrimoine culturel national, muséologie, ethnomusicologie, muséographie, documentation et élaboration de catalogues, protection du patrimoine culturel national et législation, histoire de l'art, archéologie africaine et problématique de la conservation. On voit donc une certaine amélioration entre le curriculum de Jos et celui de Niamey. Une autre différence est que ce dernier prévoyait que les auditeurs rédigent un mémoire, comme on peut lire dans le tableau ci-après.

Liste des stagiaires du Centre régional de muséologie de Niamey, promotion 1985-1986

Nom	Pays	Titre du thème de recherche
Atonga Mfonu	RDC (ex Zaïre)	La contribution de l'ethnomusicologie à la préservation du patrimoine culturel zaïrois
Maimouna Keita	Mali	Le musée et le public : cas du musée national du Niger
Vincente Mendes	Guinée-Bissau Correia	Essai d'élaboration d'une politique de la mise en place d'un musée d'ethnographie en Guinée-Bissau
Mamadou Ndiaye	Sénégal	Problèmes de conservation des objets dans les musées : cas du Sénégal
Philippe Diaboussafou	Congo	Esquisse d'une politique de redynamisation des musées du Congo
Hubert Kouakou Kouabla	Côte-d'Ivoire	Le musée national d'Abidjan : bilan et perspectives d'avenir
Sidiya Ould M'Haima	Mauritanie	Le rôle du musée national de Nouakchott dans le développement de la Mauritanie
Thimothée Zinzindohoué	Bénin	Gestion et rentabilité des musées : cas des nationaux de la République populaire du Bénin
François Manganga	Gabon	Le musée national des arts et traditions populaires de Libreville et la revalorisation du patrimoine culturel gabonais
Jean-Marie Rakotomalala	Madagascar	Les problèmes de conservation et de restauration des objets dans les musées des régions tropicales : cas du musée « Palais de la Reine » à Antananarivo

Source : Rapport UNESCO 1986, p. 32.

Le secrétaire général de l'ICOM, dans son rapport pour la période de 1980-1983, fera un bilan de ces deux initiatives en ces termes :

Le manque de moyens financiers a amené la transmission graduelle de la responsabilité de financement de ces centres régionaux et sous-régionaux aux pays dans lesquels ils étaient situés ; beaucoup de ces centres fonctionnent donc maintenant avec un budget bien en-dessous du niveau

requis. Ils sont dans l'incapacité de garder un personnel suffisamment qualifié, et la qualité des cours de formation a manifestement baissé. En outre, cette transmission de responsabilité aux pays hôtes a suscité aux centres de formation régionaux et sous-régionaux des difficultés purement locales, politiques ou administratives. Il apparaît nécessaire de réviser d'urgence toute la politique qui concerne les centres régionaux de formation (Masao 1987 : 277).

Malheureusement, le centre de muséologie de Niamey a fermé aussi ses portes en 1993.

C'est pour compléter les formations de Jos et de Niamey que, à la demande du WAMP et avec sa collaboration, deux cours de conservation ont été organisés à Bamako par l'ICCROM en 1984 et 1985. A la suite de ces cours de quatre semaines chacun, il a été mis en évidence la nécessité de développer un programme dénommé Programme de prévention des musées en Afrique²⁰ (PREMA). Il a été donc mis en place et démarré en 1986 avec une étape pilote qui a eu lieu à Rome entre 1986 et 1996. Il a été transféré en Afrique 1997 et donna naissance au début des années 2000 à l'École du patrimoine africain (EPA) basée à Porto-Novo et au Centre for Heritage Development in Africa (CHDA) à Mombasa, au Kenya²¹. Ces deux programmes, contrairement aux précédents, fonctionnent encore. Mais le point commun entre tous ces programmes mis en place depuis l'indépendance est qu'ils forment plus à la pratique muséale (Müller 1965). Le plus souvent, ils fonctionnent au mieux comme des appendices des structures universitaires des pays d'accueil et au pire comme en vase clos²². Ils n'interrogent pas assez l'idée de musée, de patrimoine culturel tel que véhiculé par l'héritage colonial que nous perpétons. Dans le même temps, les universités elles-mêmes ne s'intéressent pas assez à ces domaines. Alpha Oumar Konaré écrivait à ce propos: « What emerges from the current debate on school and universities is that these institutions are inappropriate because they are closed to those who possess the real knowledge, the pure culture²³ (Konaré 1995:6) ». Du coup, il n'y a pas de discours scientifique sur les musées. Il y en a encore moins sur ce qui, antérieurement au musée qui est une implantation coloniale, existait dans les sociétés pré-coloniales et qui peut informer les pratiques contemporaines et peut-être permettre de redécouvrir le passé et ses témoins matériels.

Mais on peut se demander pourquoi ce relatif manque d'intérêt. La réponse, aussi complexe qu'elle puisse être, se trouve dans la colonialité de nos institutions de formation. Elles manquent souvent d'encrage local, de pertinence sociale, termes que l'on utilise peu dans l'aire francophone, alors que l'expression « social relevance » est ce qui préoccupe les organismes tels que les musées, les bibliothèques, les centres de loisirs²⁴, comme on le dirait ailleurs dans les pays anglophones. Mais Kpazaï et Gouda ont par-

tiellement trouvé la réponse à cette déconnection de la réalité sociale en fondant leur analyse sur le développement du sport au Bénin. Ils affirment que :

la France par son action colonisatrice a tenté d'apporter à ses colonies sa culture dans tous les domaines. Les initiatives éducatives ... ne reconnaissent pas d'originalité et de valeur aux sociétés [dites] indigènes et veulent les faire passer à la modernité [occidentale] sans respecter leurs particularités (2012:98).

Mais malgré l'indépendance, les pays anciennement colonisés n'ont toujours pas trouvé ou inventé leurs propres modèles d'éducation, qui tiennent compte de leurs aspirations profondes et qui leur permettent de régler leurs problèmes. Ceux-ci leur sont propres dans la mesure où leurs conditions objectives ne sont pas celles des autres, les pourvoyeurs de modèles²⁵.

Alors que l'université africaine en général ne s'intéresse pas outre mesure aux musées et au patrimoine culturel perçus du point de vue africain, elle se contente des outils conceptuels produits ailleurs²⁶. Au cours d'enquêtes de terrain menées dans le cadre des études doctorales en 2006, un ancien directeur béninois du patrimoine culturel, alors en poste, nous avait par exemple dit que l'une des difficultés à la mise en valeur du patrimoine est l'actuelle incapacité de nos langues nationales à traduire le concept de musée dans la mesure où il ne correspond pas à une réalité perçue et vécue comme telle dans le contexte africain. Mais qui le fera si ce n'est pas le même directeur qui devrait en prendre l'initiative et organiser la réflexion à ce sujet ? Joseph Olabiyi Yaï, linguiste, universitaire et ancien ambassadeur du Bénin à l'Unesco, l'a rappelé encore lors de la réunion du Fond Africain pour le Patrimoine Mondial tenue, en juin 2016, à Dar es-Salam (Tanzanie).

Il y a maintenant plus de quatre décennies que l'Unesco et les linguistes africains répètent à nos Etats que l'Afrique, pas plus qu'aucun continent, ne se développera pas sans ses langues. C'est à partir d'elles et de nos valeurs, traditions intellectuelles et savoirs locaux qu'il faut PENSER, REPENSER, CONCEPTUALISER, et ARTICULER la notion de développement. (Yaï 2016).

Un fait dans la coopération muséale des dernières années l'illustre bien. En effet, dans le cadre de la 18^e Assemblée générale du Conseil international des musées (ICOM) qui a eu lieu en 2007 à Vienne, en Autriche, une grande exposition internationale a été organisée sous la direction de Barbara Plankensteiner sur les fameux bronzes de Benin City, au Nigeria. Les prêts d'objets avaient été faits de la plupart des musées disposant de ces collections. Le Nigeria lui-même avait fourni des pièces d'époque aussi bien que des réalisations contemporaines, tant dans le même métal que dans d'autres matériaux, aux motifs s'inspirant des pièces historiques. Cette dernière partie de l'exposition montrait combien les populations du Nigeria tiennent encore

à leur patrimoine culturel. Mais il s'est fait que lors de la présentation de la même exposition à Paris, le titre en allemand, qui indiquait qu'il s'agissait du Benin City au Nigeria, avait été traduit autrement en français comme suit : « Benin : 5 siècles d'art royal ». Tel que libellé, il ne permettait pas de comprendre qu'il s'agissait du Nigeria, sachant que le Bénin existe aujourd'hui aussi comme Etat indépendant. C'est dire qu'en formulant le titre ainsi, les responsables du projet d'exposition à Paris ont probablement créé de la confusion dans l'esprit du public. Cela était d'autant plus patent que durant les trois mois qu'elle avait duré, la boutique du musée du quai Branly mettait en avant à la fois des ouvrages du Nigeria que ceux de la République du Bénin.

L'évolution de cette même exposition de son lieu de production originelle, Vienne en Autriche, vers Paris, que l'on sait être probablement la plus grande concentration de populations d'origine africaine, traduit les jeux de pouvoirs en situation, dans la réalisation des projets culturels et répond toujours à des impératifs de domination.

C'est peut-être aussi ce jeu de pouvoir, comprenant omission volontaire et ignorance, qui avait induit en erreur le journaliste Oihana Gabriel. Celui-ci avait titré dans son petit billet publié dans le n°1720 du journal *20 Minutes* daté du vendredi 20 novembre 2009 à l'occasion de l'exposition, *Artistes d'Abomey. Dialogue sur un royaume*, au musée du quai Branly, à Paris, ce qui suit : « capitale de l'ancien Bénin », pour situer la ville d'Abomey qui se trouve dans l'actuelle République du Bénin. L'erratum que nous lui avons adressé, par message électronique, pour lui signaler cet anachronisme est d'ailleurs resté sans suite.

Voilà pourquoi il est nécessaire de mobiliser les ressources académiques disponibles en vue de l'émergence d'un corps de savoirs nouveau sur l'Afrique, notamment une muséologie typiquement africaine.

Pour une muséologie africaine authentique

A la suite de ce qui précède, on peut se demander quelles sont les conditions pour l'émergence d'une muséologie africaine authentique. Sur quels matériaux devrait se fonder une telle démarche ? L'émergence d'une muséologie africaine authentique ou une muséologie décoloniale est celle-là qui revisite le passé africain dans sa totalité, réévalue les pratiques ancestrales en les plaçant dans leur contexte, tout en se libérant du formatage mental produit par la colonisation. Celle-ci réfléchit, au besoin, à de nouveaux concepts, dégage une nouvelle approche du patrimoine culturel qui prenne nécessairement en compte les populations locales et la longue durée de l'histoire africaine. La prise en compte des communautés est d'autant plus importante que la plupart des initiatives patrimoniales sur le continent laissent de marbre les populations

locales. Joseph Olabiyi Yaï, dans la réflexion précédemment citée, exprime bien cet état de fait lorsqu'il écrit qu'en dehors de :

... la faible conscience patrimoniale de la plupart de nos Etats et la négligence qui s'ensuit, il est également un autre facteur dont nous tenons peu compte et qui pourtant est déterminant pour l'avenir culturel et le développement de l'Afrique : ce facteur, c'est la perception qu'ont nos communautés de nos sites, [musées et patrimoine culturel en général]. La triste vérité est que, dans la plupart des cas, nos communautés entretiennent avec ces sites une relation d'extériorité, de non appropriation (Yaï 2016).

Cette muséologie décoloniale est aussi celle-là qui s'inspire des rapports homme-objet typiquement africains, autrement dit tels qu'ils se déployaient avant la Rencontre. Elle se réfère à l'idée du souvenir, de la manière dont il est marqué dans le temps. Une telle démarche peut paraître complexe, difficile, vu les dégâts de la modernité occidentale, mais elle est, au bout du compte, bénéfique dans la mesure où elle permettra de mettre au goût du jour les reliques du patrimoine culturel authentique qui a dû subir les transformations de la modernité occidentale imposée par la colonisation.

Les récits de voyageurs, et plus particulièrement ceux d'avant la fin du XIXe siècle, ont l'avantage de contenir de descriptions plus ou moins exactes des pratiques culturelles, caractéristiques des sociétés africaines pré-coloniales. Même si elles peuvent être biaisées, le risque de la déformation est moins important, dans la mesure où c'était encore les moments de la rencontre avec l'Autre. Les vellétés expansionnistes et colonialistes n'étaient pas encore à leur niveau crucial qui sera atteint avec la conférence de Berlin de 1884-1885. Ainsi par exemple, les descriptions produites par des voyageurs comme D'Elbée (1670), Dalzel (1793), Duncan (1847), Forbes (1851), Skertchly (1874) rendent compte de scènes qui mettaient en situation des objets et souvent à des périodicités relativement précises. Ces scènes avaient été étudiées majoritairement sous l'angle des sacrifices humains pour justifier la supposée sauvagerie des pratiques danhoméennes et, par voie de conséquence, la conquête du royaume du *Danxomè* (Campion-Vincent, Skertchly). Alors que le royaume du *Danxomè* était taxé de barbare, des pratiques similaires avaient eu cours en Europe ou s'y déroulaient encore au XIXe siècle, comme l'indiquent les auteurs comme Groom (1895), Peacock (1896), Hartland (1910) dont les écrits sont contemporains, voire postérieurs aux récits de voyages sur le *Danxomè*. A preuve, Peacock signale ce qui suit :

... J. Collin de Plancy déclare dans son Dictionnaire Infernal, sous le titre du Bourreau, que "le maître des hautes œuvres" avait le privilège de guérir certaines formes de maladie en touchant la personne souffrante dès qu'il rentrait de sa charge d'exécution. Cette histoire avec d'autres superstitions, semblent faire partie de l'ancienne coutume française du monarque touchant

le diable par un signe de croix et qui datent, dans leur essence, de très loin dans le passé et est attribué au roi Robert le Pieux, ou à sa parenté comme en Angleterre ceci est généralement attribué à Edouard le Confesseur²⁷.

Dans le même texte, il indique aussi qu' :

il a été raconté que le roi Christian IV du Danemark avait pris des mélanges contenant en partie des crânes de criminels réduits en poudre ; selon M. Horace Murayt qui mentionnait ceci dans le Jutland, Danish Isles and Copenhagen, 1860, vol. I, pp. 266-267, « même en ce siècle, quand une exécution a lieu, soit dans l'île d'Amak ou celle de Moen, les personnes souffrant d'épilepsie se tiennent en masse près de l'échafaud, récipient en main, prêts à recueillir le sang giclant du corps gisant²⁸.

Et les récits du genre se retrouvent dans la plupart des pays en Europe. Ce qui veut donc dire que ces pratiques étaient profondément ancrées dans la culture et que le fait de montrer du doigt l'Afrique n'était qu'un prétexte pour mettre en œuvre le projet colonial. D'ailleurs Souyri écrit à ce sujet qu' « [a]u XIX^e siècle, l'incompréhension des rites royaux du Dahomey s'aggrave et lorsque la 3^e République étend ses conquêtes en Afrique et se prépare à investir le Dahomey, la falsification et la malhonnêteté s'en mêlent (Souyri 1969:655) ». Ce genre de discours persiste puisque en 2012, Bonnichon et alii écrivent encore : « [l]es fêtes coutumières donnaient lieu, deux fois par an, à des sacrifices humains dont le commis de la Maison Régis, nommé Lartigue, a laissé une description pénible (Bonnichon et al. 2012 : 528) ». C'est comme si les assassinats sur échafaud l'étaient moins²⁹.

En dehors des pratiques qualifiées de barbares et d'arriérées qui ne sont pas le propre de l'Afrique, comme le montrent les passages précédents, en quoi les récits de voyages décrivant « le défilé processionnel des richesses du roi » (Souyri 1969 : 655) peuvent-ils servir de base pour l'élaboration d'une muséologie africaine ? Qu'est-ce qui dans ces récits de voyages relevant de la monstration, du donner à voir peut aider à construire un discours authentique, original sur le musée en Afrique ?

D'entrée de jeu, il faut signaler que la relation à l'objet dans l'Afrique pré-moderne, pour ne pas dire l'Afrique avant les contacts avec l'Occident, n'était pas vraiment de l'ordre de la contemplation où il fallait dédier un espace donné à un certain nombre d'objets pour les laisser à la contemplation publique de qui que ce soit. Donc le musée en tant que tel est une rupture ontologique par rapport à la relation homme-objet qui avait en général existé dans ces sociétés. En revanche, il y avait un espace-temps commémoratif, les fameuses *Xuetanu* ou cérémonies annuelles au cours desquelles ces objets étaient offerts à la délectation des sujets du roi et de tous les visiteurs étrangers de passage dans la région. Dans l'ancien royaume du *Danxomè* dont les

palais de Ghezo et Glèlè ont été transformés en musée dès 1930 (Effiboley 2008 et 2015), les objets royaux servaient à entretenir le prestige du souverain à travers les fêtes que donnait celui-ci. Ces objets étaient, du reste, très nombreux et d'une variété de provenance. Pour preuve, les récits de Forbes (1851) qui constituent les plus détaillés et les moins anciens sur le *Danxomè* en font mention. Meyerovits, se référant à ces récits, marque d'ailleurs son étonnement au vu de ce qui en restait au musée à Abomey dans les années 1940. Elle écrivait :

Quand on lit les récits de voyages au Dahomey [Danhomè] pendant le siècle dernier, on est impressionné par le grand nombre d'objets d'art principalement en cuivre qui étaient exposés à la cour royale d'Abomey ; et on est surpris que si peu d'entre eux aient pu être préservés... Comparés à la richesse artistique mentionnée et décrite par ces voyageurs et autres visiteurs du Dahomey, le musée d'Abomey semble bien pauvre³⁰.

Sachant les conditions dans lesquelles *Agbomè* a connu son périclé, on ne peut que faire des réflexions sur l'entreposage de ces centaines d'objets royaux³¹.

Quant au royaume frère de *Xogbonou* dont la fin n'a pas été belliqueuse du fait des consécutifs protectorats signés respectivement en 1863 et 1883 (Hounsinou 1993 : 8-11) avec la France, la relation aux objets culturels était différente. Selon Vidéhouénu (1968), le musée Honmè de Porto-Novo a hérité de peu d'objets, comparativement à celui d'Abomey, à cause de la pratique qui consiste à brûler tout ou partie des biens du souverain défunt. Effectivement, si on est d'accord que le musée d'Abomey dispose d'une collection de près de mille cinq cents pièces, sans compter celles qui ont été extorquées par l'Armée française en 1893 et celles qui ont disparu du fait des conditions climatiques ou encore de la cupidité humaine, on est en droit de s'interroger pourquoi le musée de Honmè n'a que deux ou trois centaines de pièces³². Quelle était la relation qu'entretenaient les hommes avec l'objet dans les sociétés pré-coloniales ? Y avait-il des moments, des lieux dédiés à l'usage et peut-être, pour être plus proche de la réalité contemporaine, à la consommation de l'objet en dehors de l'espace religieux ?

Que peuvent-ils nous enseigner aujourd'hui, ces défilés processionnels des richesses du roi ? Ont-ils par exemple quelque chose à nous apprendre sur les objets montrés ? Joseph Adandé nous donne un fort bel exemple tiré de l'expérience du séminaire-atelier organisé par le WAMP en 1995. Il renseigne par exemple que lors de l'exposition, *Ouidah à travers ses fêtes et patrimoines familiaux*, issue de ce séminaire qui s'est tenu du 28 janvier au 28 février 1995 :

les collectivités Yoruba ont prêté tout un ensemble de matériel de divination Ifa. Ceux-ci permettent de voir combien l'Europe s'est ingénie à s'adapter aux commandes africaines fournissant parfois des modèles en faïence

d'objets rituels fabriqués normalement en argile sur place. La famille *Tchiakpè* a donné, à travers ses objets, un modèle des mutations possibles des serviteurs du pouvoir d'une époque à une autre (Adandé 1997 : 46).

La présence de tels objets de collectivités familiales ou religieuses à Ouidah autorise à penser qu'à Abomey, capitale du royaume, des échanges commanditaire-fabricant aient également pu exister pour laisser à la postérité des témoins matériels semblables. Elle montre, par ailleurs, le rôle qu'ont pu jouer les autorités locales dans ces contrées. Car la fabrication d'objets rituels tels que mentionnés plus haut ou des instruments de musique dans ce même matériau, la faïence, au palais personnel du roi Dè Tofa, à Porto-Novo, est peut-être la preuve de l'expression de besoins manifestés par les interlocuteurs africains. Et pour mettre au jour de tels témoins, qui ne devraient pas seulement se retrouver qu'à Ouidah, il faut que les musées puissent faire la même démarche auprès des familles d'Abomey, de Porto-Novo par exemple pour que celles-ci mettent à disposition leurs biens à des fins d'exposition. Cet exemple de Ouidah a permis de documenter ces biens familiaux et ouvre éventuellement la voie à une étude ultérieure sur ces objets métissés³³.

Dans la perspective de renouveler l'approche de présentation, il est possible d'envisager une autre stratégie de monstration qui prenne en compte les pratiques pré-modernes ou antérieures à l'hégémonie occidentale, pour être plus précis.

Les technologies de l'information et de la communication offrent d'énormes possibilités de reconstitution de ces grandes fêtes royales qui se déroulaient notamment dans le royaume du *Danxomè* (Bénin) et de *Bini/Edo* (Nigeria) et certainement ailleurs en Afrique. Une première alternative est de procéder à la reconstitution de ces fêtes telles que décrites par des voyageurs envoyés comme Dalzel, Burton, Forbes, soit par la technologie de l'hologramme qui est plus ancienne ou pour les nouveaux outils de communication incluant la 3D, etc. Ce genre d'exercice est déjà possible puisqu'en avril 2016, l'Institute of Digital Archaeology de Londres a recréé l'arche de triomphe de Palmyre en Syrie (www.digialarchaeology.org.uk consulté le 30-06-2016). Mais pour mettre en œuvre ce genre d'initiatives en Afrique, il faudra que les pouvoirs publics comprennent effectivement les enjeux du patrimoine culturel et ne se contentent pas d'initiatives de façade qui ne remettent pas en cause les structures empreintes encore de colonialité. Mais cela ne sera possible qu'avec une prise de conscience d'une société civile préoccupée de son patrimoine et d'un personnel bien formé ayant le sens de l'éthique professionnelle qui pourrait « marketer » le patrimoine culturel afin d'attirer quelques-uns des mécènes africains qui soutiennent de plus en plus les institutions muséales prestigieuses à travers le monde.

Conclusion

Les musées en Afrique, bien qu'étant le produit de la colonisation, sont aujourd'hui partie intégrante de l'espace public ou plus précisément de l'espace réservé au public. Il leur faut donc aller au-delà de l'héritage colonial pour explorer le patrimoine africain de l'intérieur, dans toute sa latitude, devenir des vecteurs de la culture africaine dans toute sa diversité. Cette métamorphose requiert une introspection qui permettra de revisiter la relation homme-objet telle qu'elle se pratiquait et se pratique encore dans les espaces aujourd'hui relégués comme étant traditionnels et au religieux. Elle nécessite également des pouvoirs publics des mécènes africains qui commencent par soutenir de plus en plus les musées en Occident et toutes les personnes intéressées par une nouvelle conception du patrimoine en se fondant sur les nombreuses expériences acquises comme celles du WAMP depuis une trentaine d'années, notamment le séminaire-atelier (Adandé 1997 ; Garba 1997 and Hounkpèvi 1997) ou, dans une certaine mesure, l'exposition itinérante « *Femmes bâtisseurs d'Afrique* » organisée entre le Musée de la Civilisation du Canada avec, d'une part, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal et, d'autre part, le Ghana, la Zambie et l'Afrique du Sud (Ferera 1996). Elle n'omettra pas non plus de prendre en compte les changements de la modernité occidentale à laquelle plus personne ne peut échapper.

Et c'est cet effort d'introspection, de retour sur soi qui fait dire à Amical Cabral que « si l'impérialisme a un besoin vital de pratiquer l'oppression culturelle, la libération nationale est au prime abord un acte de culture³⁴ ». La question est de savoir si le néolibéralisme dévastateur, dont les pouvoirs dépassent aujourd'hui celui des nations elles-mêmes et qui d'ailleurs les met à son service, laissera l'Afrique opérer cette nécessaire introspection.

Notes

1. Ce texte a d'abord été présenté dans le panel, Politiques de coopération muséologique entre l'Afrique et l'Europe au 21ème siècle, organisé à l'occasion des 4èmes Rencontres d'études africaines en France, des 5, 6 et 7 juillet 2016 à l'Institut national des langues et civilisations orientales, Paris, France. Je tiens à remercier Joseph Adandé et Alexis Adandé qui ont bien voulu lire des versions précédentes et pour leurs remarques pertinentes. Je me dois également de mentionner que malgré la dimension africaine affichée, ce travail est basé sur des exemples pris un peu partout et ne peut réellement couvrir l'ensemble du continent.
2. Il faut indiquer que depuis la fin de l'année 2015, AFRICOM a malheureusement fermé ses portes. Elle avait pour « *ambition de contribuer au développement des sociétés africaines en stimulant la vocation des musées en tant que générateurs de culture et agents de cohésion culturelle.* » (www.icom.museum consulté le 05-08-2016). Ces acteurs étaient les professionnels des musées. Sauf que lorsqu'on connaît l'état de léthargie dans lequel se trouvent certaines associations nationales, on comprend bien

que le sort d'AFRICOM ne soit pas différent. Elle rejoint malheureusement les organisations comme Association des musées d'Afrique tropicale (AMTA-MATA) et l'Organisation des musées, monuments et sites d'Afrique (OMMSA) qui avaient des ambitions similaires. Selon Lydia Kitungulu (2016), les bureaux qui abritaient précédemment l'organisation sont actuellement affectés à un projet du Musée national du Kenya, à Nairobi. La disparition du Conseil des musées africains laisse seul le commandement des forces armées des USA en Afrique porter l'acronyme AFRICOM. Cette fermeture est une preuve supplémentaire de la situation critique dans laquelle se trouvent les musées africains et fait évanouir l'espoir de la voir devenir un interlocuteur privilégié de l'Union Africaine pour favoriser le développement d'une politique continentale du patrimoine culturel.

3. Contrairement à ce que dit Anne Gaugue, il n'y a pas eu de musées coloniaux au Sahara espagnol, aux îles du Cap-Vert et en Guinée-Bissau sous les Portugais, au Togo et au Cameroun sous les Allemands et, plus tard, sous mandat français. En revanche, le roi Bamoun, Njoya, avait mis en place un musée dans son palais construit entre 1917-1922 (Nelson 2007 : 22).
4. « *a Museum and Free Library are as necessary for the mental and moral health of the citizens as good sanitary arrangements, water supply and street lighting are for their physical health and comfort* » (Greenwood 1888: 389, cité par Bennet, 1995: 18).
5. L'Europe hygiéniste fait référence à la période allant approximativement de 1850 à la fin du 19ème siècle où l'Europe était ravagée par les épidémies de choléra, de tuberculose et autres maladies endémiques. Ces épidémies ouvrirent la voie notamment aux travaux sur la bactériologie. Dans ce contexte, l'Angleterre prend des dispositions législatives en vue de l'amélioration du cadre de vie à travers la mise en place d'autorités locales de santé publique, la distribution de l'eau potable, etc. Ce mouvement s'étendra plus tard au reste du continent et aux Etats-Unis.
6. « *... the museum would help the working man choose a life characterized by moral restraint as preferable to temptations of both bed and the ale-house. If you wish to vanquish Drunkenness and the Devil, make God's day of the rest elevating and refining to the working man; don't leave him to find recreation in bed first, and in the public house afterwards; attract him to church or chapel by the earnest and persuasive eloquence of the preacher, restrained with reasonable limits; ... give him music in which he may take his part; show him pictures of beauty on the walls of churches and chapels; but, as we cannot live in church or chapel all Sunday, give him his park to walk in, with music in the air; give him that cricket ground which the martyr, Latimer, advocated; open all museums of Science and Art after hours of Devine service; let the working man get his refreshment there in company with his wife and children, rather than leave him to booze away from them in the Public house and Gin Palace. The Museum will certainly lead him to wisdom and gentleness, and to heaven, whilst the latter will lead him to brutality and perdition* » (Cole cité par Bennet 1995 : 20-21).
7. Cette remarque au sujet de l'implantation des musées est également valable pour l'installation des infrastructures. Ainsi par exemple, les voies de chemins de fer étaient systématiquement orientées des zones de production ou d'exploitation vers les ports. Le tissu ferroviaire et routier béninois est encore aujourd'hui largement tributaire de cette histoire.
8. « *Ethnographical specimens in Bronze, Wrought Iron, Ivory and Wood, from Benin City, West Africa, taken at the fall of the City in February 1897, by the British Punitive Expedition under the command of Admiral Rawson, on sale.* »

9. Il faut d'ailleurs signaler que depuis quelques années, ces deux établissements sont menacés de fermeture. On peut lire dans la version électronique du journal *Le Monde* du 8 décembre 2015 une contribution de Roxana Azimi qui décrit la situation dramatique dans laquelle se trouve l'établissement lyonnais. Quelques années plus tôt, au 1er janvier 2013, celui de Cadier en Keer fermait déjà ses portes. D'après Annette Schmidt, conservateur en chef du département Afrique du Wereldculturen Museum de Leyde et ayant également sous sa responsabilité celles de Tropen Museum d'Amsterdam et d'Afrika Museum de Berg en Dal, les collections de l'établissement ont été dispersées à travers le pays (Schmidt 2016). Toujours aux Pays-Bas, le Wereld Museum de Rotterdam avait déjà vendu ses collections africaines au motif que la vente lui permettrait de ne plus dépendre des subventions de l'Etat (Franck 2013). Malgré la raison pragmatique évoquée, cela pose un problème éthique puisque le *Code de déontologie des musées* de l'ICOM interdisait jusqu'en 2002 (ICOM 2002) et depuis sa dernière version recommande (ICOM 2013) plutôt le dessaisissement (de-accessioning) au profit d'un autre établissement poursuivant les mêmes buts, tout en décriminalisant la vente. C'est dire que le musée méprise quand même le code, auquel le comité néerlandais du Conseil international des musées (ICOM) a adhéré et adhère encore.
10. Le gouvernement tanzanien a par exemple fait en mai 2016 une demande de restitution des fossiles de dinosaures à l'Allemagne au motif que ceux-ci l'aideront à renforcer l'attractivité de son industrie touristique. L'Allemagne a donné une réponse défavorable à la requête en invoquant le manque d'infrastructures adéquates pour leur préservation en Tanzanie, comme cela est souvent le cas quand les Etats africains font une telle requête. Et ceci est un argument fallacieux, qui interpelle la responsabilité des Etats africains. Ces fossiles découverts en 1912 dans la région de Lindi en Tanzanie resteront encore exposés au Humboldt Museum à Berlin.
11. Il faut signaler que la Fondation Zinsou a depuis 2005 mis en place un espace de présentation à Cotonou et a en 2014 ouvert un musée pour montrer la création africaine contemporaine à Ouidah. Ce modèle d'établissement qui ouvre un peu partout sur le continent africain fait suite au rapport de l'Institut Montaigne (2002), qui enjoignait à l'Etat français de créer des fondations. Celle initiée au Bénin par Lionel Zinsou, membre de l'Institut, constitue, en Afrique francophone tout au moins, la phase expérimentale après laquelle d'autres ont vu le jour ailleurs sur le continent. Malgré le travail qui y est fait, l'Etat béninois n'est pas dispensé de lancer son propre établissement. Mais au bout du compte, ces initiatives sont des compensations illusoire de la fonction régaliennne de l'Etat, qui s'est dépossédé de ses moyens à la faveur du libéralisme à tout vent qui sévit un peu partout. Le FMI s'est d'ailleurs excusé récemment, dans un article de quatre pages signé de trois de ses économistes, Jonathan D. Ostry, Prakash Loungani et Davide Fuceri, et paru dans la livraison du juin 2016 de *Finance & Development*, p. 38-41. Intitulé « Neo-liberalism : Oversold ? », le texte reconnaît que les politiques néolibérales proposées avec injonction depuis les années 1970 dans les pays du Sud n'ont pas produit la croissance escomptée et ont plutôt creusé des inégalités au sein des populations des pays concernés. En revanche, la dérégulation subséquente du système bancaire, en Afrique notamment, a permis de fabriquer de nouveaux riches. Certains d'entre eux investissent dans des établissements prestigieux tels que les musées à travers le monde. C'est ainsi par exemple que des gens comme les Nigériens Fola Adeola et Tayo Aderinokun (Guaranty Trust Bank) ont été mécènes de la Tate Gallery de Londres jusqu'en 2011 où Tayo Aderinokun décède. Theophilus Danjuma du Nigeria (président d'AGIP puis South Atlantic Petroleum

Limited) est un de ces bienfaiteurs. Aujourd'hui, il est un des trustees du Tate Modern Art Gallery à Londres : une façon légale d'introduire l'argent africain dans les circuits financiers en Occident (Voir rapports annuels du Tate Gallery 2010-2011, 2012-2013 et 2013-2014). La situation est semblable à celle du Bénin, sauf que les riches ne s'y montrent pas et investissent probablement dans des institutions similaires sous couvert d'anonymat (Azimi 08-12-2015).

12. La conférence générale de l'ICOM à New York en 1965 a porté notamment sur le rapport entre musées et recherches scientifiques. Robert Gessain a par exemple souligné l'importance de ce type de musées en ces termes : « *Il faut insister, à ce propos, sur le fait que l'Afrique a grand besoin de musées de sciences, conçus dans un esprit très concret, très pratique pour rendre accessible aux Africains les techniques modernes* (1965 : 120) ». Et c'est bien parce que les professionnels des musées n'arrivent pas à faire fonctionner durablement une organisation comme l'AFRICOM qu'il est difficile de faire passer le contenu des débats internationaux au niveau du continent mais aussi de contribuer à l'élaboration d'une politique dans le domaine du patrimoine culturel.
13. Les colonies de peuplement sur le continent comme l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, le Kenya ont connu le modèle de "national gallery". Et c'est en ceci que se trouve une des différences fondamentales entre les deux types de colonialisme. L'un avait pour objectif d'exploiter les ressources avec un minimum d'infrastructures, alors que l'autre, parce voulant s'établir sur le long terme, a créé les conditions matérielles pour que ses colons se sentent « at home ». Et cette différence de la politique coloniale se fait sentir encore aujourd'hui dans le type de relation qui lie les anciennes colonies aux métropoles.
14. « *wooden, terracotta, ethnographic, archaeological, metal, arts and crafts, paleontological, and natural history objects...* » (AFRICOM 2013).
15. Ce pays en tant qu'ancienne colonie de peuplement a bénéficié de l'établissement de musées depuis le début du 20^{ème} siècle, sauf qu'avec l'apartheid, la majorité noire a vu son patrimoine dans une profonde dépréciation. Depuis les années de démocratie, un effort est fait pour valoriser ce patrimoine sud-africain sur la base du document de politique culturelle élaboré dès les années 1980 par le mouvement de libération de l'ANC devenu aujourd'hui parti de gouvernement.
16. La colonialité est l'état dans lequel se trouvent les anciennes colonies, à l'exception principalement des Etats-Unis devenus la première puissance du monde, où après la colonisation formelle, l'héritage colonial en termes de système de gouvernance, de structures de production et d'échanges, d'organisation sociale, de programmes scolaires, de production des savoirs et de curricula universitaires demeure. La colonialité reste un concept opératoire pour analyser la situation postcoloniale et néo-libéraliste que vivent actuellement les anciens territoires sous domination.
17. Il a fallu attendre 1986 pour qu'un cours d'histoire de l'art soit mis en place à l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin et 2011 pour qu'un département des Arts ne voie le jour. La situation est comparable à celle de nombre de pays africains en dehors du cas Sénégal. Selon Babacar Mbaye Diop, une école d'art a été créée à Dakar en 1966, mais celle-ci dépend plutôt du ministère sénégalais de la Culture et non celui de l'Enseignement supérieur. Le projet d'une faculté des arts serait en gestation (Diop Mbaye 05-6-2016).
18. Il faut signaler que le rapport officiel (1988) indique plutôt que l'appui de l'UNESCO et du PNUD a duré 12 années.
19. Mais il faudra attendre 1985 pour que Vincente Mendes Correia fasse partie de la quatrième promotion, 1985-1986 (Unesco 1986).

20. Pour plus de détails, lire Antomarchi, 1992, p. 2-6.
21. Le CHDA a fait l'objet d'une étude réalisée dans le cadre d'un master en muséologie et intitulée *Assessing the Role and Contributions of Heritage Training Institutions in Community Development in Africa: The case of the Centre for Heritage Development in Africa*, par Patrick Abungu. Il serait souhaitable que son homologue francophone, EPA, fasse l'objet d'un travail semblable pour permettre plus tard une tentative de comparaison.
22. Il faut rappeler que c'est seulement en 2011 que l'Ecole du patrimoine africain, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM) et l'Université d'Abomey-Calavi au Bénin « conviennent d'associer leurs efforts et de coordonner leur action en vue de la formation conjointe au diplôme de spécialiste en conservation préventive dans les musées, les bibliothèques et les archives d'Afrique subsaharienne, qui sera délivré sous la double forme d'une licence professionnelle de l'Université d'Abomey-Calavi et d'un diplôme universitaire de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Article n°1 de Convention, 2011 ».
23. Il faut reconnaître que la situation a certainement évolué, mais il demeure vrai qu'il y a des changements à opérer dans ce domaine.
24. On se souvient encore de la décision prise en 2003 par le gouvernement britannique qui enjoignait les organismes ci-dessus cités de suspendre leurs subventions s'ils n'arrivaient pas à refléter la diversité sociale dans leurs publics (Martin Bailey, www.theartnewspaper.com, consulté le 12-02-2003).
25. Il faut reconnaître que des gens comme Abdou Moumouni (1964), J. F Ade Ajayi avec l'« Ecole d'Ibadan » ont réfléchi à des modèles africains, mais ces réflexions sont restées en majorité à l'état de projet.
26. Il faut signaler que des pays comme le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire avaient même aux premières années de leur indépendance jugé inutile de créer des établissements universitaires sur place. Mais très vite, ils se sont ravisés et ont suivi le pas de ceux qui avaient compris le caractère souverain de ce choix politique.
27. « ... J. Collin de Plancy states in his Dictionnaire Infernal, under the heading Bourreau, that "le maître des hautes œuvres" had the privilege of curing certain forms of illness by touching the sick with his hand when returning from carrying an execution. This fact, taken with its allied superstitions, show it to be probable that the old French custom of the monarch touching for the king's-evil with a sign of cross, dates in essence, from a period long anterior to the reign of the pious king Robert, to whom or to whose near kindred, its origin is ascribed, just as in England it is most frequently imputed to Edward le Confessor. (Peacock 1896 : 266) ».
28. « Christian IV of Denmark is said to have taken powders partly composed of the skulls of criminals as a cure for epilepsy; and according to Mr. Horace Murayt, who mentioned this in Jutland, the Danish Isles and Copenhagen, 1860, vol. I, pp, 266-267, « even in the present century, when an execution takes place, either in the island of Amak or Moen, the epileptic stands around the scaffold in crowds, cup in hand, ready to quaff the red blood as it flows from the still quivering body (270-271) ».
29. La langue française a bien gardé le souvenir de ces pratiques universelles à travers l'expression « monter à l'échafaud » qui signifie procéder à une exécution par décapitation.
30. « When one reads the account of visitors to Dahomey during the last century, one is impressed by the large amount of works of art chiefly in silver, which were displayed

at the royal court at Abomey, and one is surprised that so little of it seems to have survived... Compared with the wealth of artistic objects mentioned and described by these and other visitors to Dahomey, the Museum in Abomey seems indeed poor. (Meyerovits 1944 : 148) ».

31. Le point des objets provenant des pillages et des vols des palais royaux d'Agbomé dans les musées d'Europe et d'Amérique du Nord, dans les collections privées et chez des antiquaires, donnera, quand il sera fait, une idée encore approximative de cette abondance rappelée par Eva Meyerovits en 1944, car il sera difficile de quantifier ce qui est parti en fumée lors des incendies consécutifs aux combats contre l'envahisseur français et les pertes continues par vols et par négligence de conservation jusqu'à nos jours, en raison d'un inventaire resté inachevé.
32. Il faut reconnaître que l'histoire de ce palais avec les intrigues des familles princières ainsi que les conditions de son intégration dans le patrimoine national sont complexes. Mais il n'est pas impossible de trouver un consensus si les différentes parties engagent des discussions franches et constructives.
33. Cette expression a été usitée par le musée de la Compagnie des Indes de Lorient en France pour désigner ces objets « réalisés à l'intention des Européens dans les zones d'actions des Compagnies de commerce européennes » (www.musee.lorient.fr consulté le 06-08-2016). Sauf que dans ce cas, ce sont des Européens qui réalisent ces objets pour l'usage de leurs interlocuteurs africains. Cela montre une autre facette de l'agentivité de ceux-ci.
34. « *If Imperialism has a vital need to practice cultural oppression, the national liberation is first and foremost an act of culture...* » (Amical Cabral cité par Jennifer Wenzel 2016 : 6).

Bibliographie

- Abungu, Patrick, 2011, *Assessing the Role and the Contributions of Heritage Training Institutions in Community Development in Africa: The Case of the Centre for Heritage Development in Africa*, mémoire de master en muséologie, Amsterdam, Amsterdam University of the Arts.
- Adande, Joseph C. E., 1997, « Ouidah à travers ses fêtes et patrimoines familiaux », *Bulletin du WAMP*, n° 7, 42-49.
- Africom, 2013, *Members Needs Assessment Survey Report*, (www.achsp.matrix.msu.edu ; consulté le 17 février 2015).
- Anonyme, 2011, Convention entre l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, l'Université d'Abomey-Calavi et l'École du patrimoine africain.
- Arinze, Emmanuel N., 1987, « La formation du personnel des musées africains : le centre d'études muséales de Jos », *Museum*, n°156, p. 278-280.
- Antomarchi, Catherine, 1992, « PREMA : un programme de conservation pour les musées d'Afrique. Conception et développement du programme », *Bulletin du WAMP*, n°3, p. 2-6.
- Ayoub, Garba, 1997, « Musée et école : l'expérience des élèves du Collège d'enseignement général-II de Ouidah à l'exposition, Ouidah à travers ses fêtes et patrimoines familiaux », *Bulletin du WAMP*, n°7, p. 50-55.
- Azimi, Roxana, (8-12-2015), « Le musée africain de Lyon menace de fermeture », (www.lemondafrique.fr ; consulté le 30 mai 2016).

- Bennet, Tony, 1995, *The Birth of the Museum, History, Theory, Politics*, London & New York, Routledge.
- Biney, Ama, 28-04-2016, Un-veiling white supremacy in the academy, published on Pambazuka News, (www.pambazuka.org/node/94375; consulté le 11-06-2016).
- Bonnichon, Philippe, GENY, Pierre et NEMO, Jean, (dir.), 2012, *Présences françaises outre-mer (XVIe-XXIe siècles). Tome I, Histoire : périodes et continents*, Paris, éd. ASOM-Karthala.
- Campion-Vincent, Véronique, 1967, « L'image du Dahomey dans la presse française (1890-1895) : les sacrifices humains », *Cahiers d'études africaines*, vol. 7, n°25, p. 27-58.
- Dias, Nelía, 1991, *Le Musée d'Ethnographie du Trocadéro, (1878-1908). Anthropologie et muséologie en France*, Paris, CNRS Editions.
- Effiboley, Emery Patrick, 2013, Les Béninois et leurs musées : étude ethno-historique. Thèse de doctorat en ethnologie soutenue à l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense.
- Effiboley, 2015, « Les musées béninois: du musée ethnographique au musée d'histoire sociale », *Journal of French Studies in Southern Africa*, vol. 45, p. 30-61.
- Effiboley, 2016, « Decolonizing African Museums: What does it mean? » Lecture presented during the workshop held on 11th May during the Africa Week, 9-13 May 2016, Université de Witwatersrand, Johannesburg, Afrique du Sud.
- Franck, Chandra, 2013, The politics of selling African art mostly collected during colonial era to private collectors (in the Netherlands), (www.africasacountry.com ; consulté le 21 Mai 2016).
- Ferera, Lisette, 1996, *Vers une muséologie sans frontières, l'expérience d'Ingénieuse Afrique*, Québec, Musée de la civilisation.
- Gaugue, Anne, 1999, « Musées et colonisation en Afrique tropicale », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 155-156, 727-745.
- Gessain, Robert, 1965, « Le rôle des musées dans l'Afrique contemporaine », *Museum*, XVIII, 3, p. 119-120.
- Gouda, Souaibou et Kpazap, Georges, 2012, « Le développement du sport de performance au Bénin : de l'analyse d'un modèle à un essai de problématique globale », *Afrique et Développement*, Vol. XXXVII, N° 2, p. 97-118.
- Groom, Wallstone, 1895, « Transactions of a Folklore Society », *Folklore*, Vol. VI, n° 2, p. 117-129.
- Haas, Robert L., 1980, Centre de formation des spécialistes en muséologie d'Afrique francophone, rapport établi à l'attention du gouvernement nigérien et de l'UNESCO, Paris.
- Hartland, Sydney, 1910, « The Cult of Executed Criminal in Palermo », *Folklore*, Vol. XXI, N° 2, p. 168-179.
- Houankpevi, Albert Godonou, 1997, « L'animation culturelle et pédagogique de l'exposition, Ouidah à travers ses fêtes et patrimoines familiaux : une expérience du Musée d'Histoire de Ouidah », *Bulletin du WAMP*, n°7, pp. 56-65.
- Hounsinou, Aubin, 1993, « Le traité de protectorat et d'amitié de 1883 sur Porto-Novo : sens, portée et leçons pour une nouvelle vision de coopération », *Mémoire du Bénin*, numéro spécial, p. 8-11.
- Kitungulu, Lydia, 09-06-2016, On the situation of AFRICOM in Nairobi, inédit.
- Konare, Alpha Oumar, 1995, "The creation and survival of local museums", in C. Ardouin et E. Arinze, *Museums and community in West African*, Washington & London, Smithsonian Institution Press & James Currey.
- Masao, F.T., 1987, « Adaptation aux besoins nationaux de l'aide internationale en faveur de la formation muséale », *Museum*, n°156, p. 275-287.

- Mbaye Diop, Babacar, 05-06-2016, «Au sujet de l'enseignement de l'histoire de l'art au Sénégal», inédit.
- Meyerovits, Eva L. R., 1944, « The Museum in the Royal Palace at Abomey, Dahomey », *The Burlington Magazine for Connoisseurs*, Vol. 84, n° 495, p. 147-151.
- Moumouni, Abdou, 1964, *L'éducation en Afrique*, Paris, éditions F. Maspéro.
- Müller, J. C., 1965, « Centre de formation de techniciens des musées en Afrique de Jos (Nigeria) », *Museum*, n°18, pp. 123-125.
- Nettleton, Anita, 2013, « The art museum in Africa- an utopia desired? », *Social Dynamics: A Journal of African studies*, DOI: 10.1080/02533952.2013.850814.
- Nelson, Steven, 2007, « Collection et contexte dans un village du Cameroun », *Museum international*, n° 235, p. 21-29.
- Ostry, Jonathan D., Loungani, Prakash et Fuceri, Davide, 2016, « Neo-liberalism: Oversold ? », *Finance & Development*, juin 2016, p. 38-41.
- Peacock, Mabel, 1896, « Executed Criminals and Folk Medecine », *Folklore*, Vol. VII, N° 3, p. 268-283.
- Rochefoucauld, Bernard de la, 2002, *25 propositions pour développer les fondations en France*. Rapport de l'Institut Montaigne (www.institutmontaigne.org ; consulté le 20 mai 2016).
- Schmidt, Annette, 19-5-2016, Message électronique au sujet du sort des collections du musée Cadier en Keer de Limburg.
- Serota, Nicholas, 2011, Tate Patrons Report 2010-2011 (www.tate.org.uk ; consulté le 28 mai 2016).
- Serota, Nicholas, 2013, Tate Patrons Report 2012-2013 (www.tate.org.uk ; consulté le 28 mai 2016).
- Serota, Nicholas, 2014, Tate Patrons Report 2013-2014 (www.tate.org.uk ; consulté le 28 mai 2016).
- Souyri, Pierre François, 1969, « Compte-rendu de « Campion-Vincent, Véronique, 1967, L'image du Dahomey dans la presse française (1890-1895) : les sacrifices humains », *Cahiers d'études africaines*, vol. 7, n°25, p. 27-58 », *Annales Economies, Sociétés, Civilisations*, n° 3, p. 655-656.
- Tietze, Anna et Botha, Nicholas, 2014, « Civilising the Cape: Public Art Exhibitions and Cape Visual Culture, 1851-1910 », *Journal of Southern African Studies* édité par Diana Jieter, Joost Fontein, Donald Lowry, Lyn Schumaker and Morris Szeftel, Vol. 40, n°6, Déc. 2014, p. 1177-1191.
- UNESCO, 1982, Premier cours de muséologie et de mise en valeur du patrimoine culture, Paris, (www.unescodoc.unesco.org consulté le 06-08-2016).
- UNESCO, 1984, Deuxième et troisième cours de formation en muséologie et muséographie. Rapport.
- UNESCO, 1988, *Formation des muséologues dans les pays africains d'expression française. Résultats et recommandations du projet*, Paris, Unesco.
- Videhouenou, Salomon, 1968, « La vénération des ancêtres dans les collectivités goun », *L'Aube nouvelle*, Journal hebdomadaire du Dahomey, n° 19.
- Wenzel, Jennifer, 2016, Decolonization, in *A Companion to Critical and Cultural Theory*. Eds. Imre Szeman, Sarah Blacker, and Justin Sully, Wiley-Blackwell Publisher, (sous presse).
- Yai, Olabiyi Joseph, 2016, Patrimoine mondial, cultures africaines et développement : vers un nouveau paradigme ? Communication présentée lors de la conférence internationale, 'Safeguarding African World Heritage as a Driver of Sustainable Development' à Arusha (Tanzanie), du 31 mai au 3 juin 2016.